

DÉCISION
AUTORISATION / MORCELLEMENT

Date de la décision :	22 décembre 2023
Groupe :	3 – Rural
Dossiers :	D08-01-21/B-00422 et D08-01-21/B-00423
Demandes :	Autorisation en vertu de l'article 53 de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>
Propriétaire/requérante :	Irina Guevorkian
Adresse de la propriété :	3, chemin Rock Forest
Quartier :	5 - West Carleton-March
Description officielle :	Partie du lot 10, concession 7, canton géographique de Torbolton
Zonage :	RU
Règlement de zonage :	n° 2008-250
Date de l'audience :	12 décembre 2023, en personne et par vidéoconférence

PROPOSITION DE LA REQUÉRANTE ET OBJET DE LA DEMANDE

- [1] La propriétaire souhaite lotir le bien-fonds en trois parcelles distinctes afin de créer deux nouveaux lots destinés à l'aménagement résidentiel.
- [2] Lors de ses audiences du 8 décembre 2021, du 1^{er} février 2023, du 5 avril 2023 et du 31 octobre 2023, le Comité a ajourné les demandes afin d'accorder à la propriétaire le délai nécessaire pour répondre aux préoccupations soulevées par les Services de planification de la Ville. La propriétaire a depuis révisé ses plans et souhaite maintenant aller de l'avant avec les demandes.

AUTORISATION REQUISE

- [3] La propriétaire nécessite l'autorisation du Comité pour morceler le bien-fonds. La propriété est illustrée sur un croquis déposé avec les demandes et les parcelles distinctes seront les suivantes :

Tableau 1 parcelles proposées

Dossier	Façade	Profondeur	Superficie	Adresse municipale
---------	--------	------------	------------	--------------------

B-00422	408 m 109 m	129 m	1,4 ha	530, chemin Rock Forest (maison isolée proposée)
B-00423	409 m 101 m	129 m	1,2 ha 1 ha	510, chemin Rock Forest (maison isolée proposée)

Le terrain conservé, indiqué sur ledit croquis, aura une façade de **568 mètres** ~~560 mètres~~ sur le chemin Rock Forest et de 309 mètres sur le chemin Greenland, une profondeur de 923 mètres et une superficie de **25,55 hectares** ~~23,9 hectares~~. Il s'agit d'une parcelle vacante dont l'adresse municipale est le 3, chemin Rock Forest.

- [4] Les demandes indiquent que la propriété ne fait actuellement l'objet d'aucune autre demande en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

AUDIENCE PUBLIQUE

- [5] Le 31 octobre 2023, à la demande de la Ville et avec l'accord de la requérante, le Comité a ajourné l'audience au 12 décembre 2023, afin de donner à la requérante le temps de répondre aux préoccupations soulevées par les Services de planification de la Ville et de réviser en conséquence la configuration du lot proposé.

Résumé des observations orales

- [6] Ryan Poulton, agent de la requérante, répond aux questions du Comité. Il s'interroge sur la nécessité de deux des conditions énoncées dans le rapport d'urbanisme de la Ville, l'une exigeant une entente inscrite sur le titre avertissant de la possibilité de sols minces, d'affleurements rocheux, de sols organiques et de topographie karstique, et l'autre exigeant un rapport géotechnique. Selon lui, le rapport d'urbanisme de la Ville ne mentionne que la topographie karstique sur le site en question, et les conditions sont « trop générales » et devraient se concentrer spécifiquement sur la topographie karstique. M. Poulton propose de réviser les conditions pour qu'elles ne portent que sur la topographie karstique, puis il lit la formulation qu'il propose au procès-verbal.
- [7] L'urbaniste Luke Teeft est également présent et souligne que, bien que le rapport ne mentionne que la topographie karstique, les Service de cartographie de la ville ont déterminé le potentiel pour les autres conditions de sol organique. Il recommande de ne pas modifier la formulation des conditions demandées par la Ville.
- [8] M. Poulton confirme la nécessité de modifier les demandes conformément au croquis révisé qui répond aux préoccupations de la Ville concernant la configuration originale de la ligne de lot qui croise une zone humide. Plus précisément, la superficie de la façade des lots proposés devrait être modifiée comme suit :

Dossier	Façade	Profondeur	Superficie	Adresse municipale
B-00422	108 m 109 m	129 m	1,4 ha	530, chemin Rock Forest (maison isolée proposée)
B-00423	109 m 101 m	129 m	1,2 ha 1 ha	510, chemin Rock Forest (maison isolée proposée)

Le terrain conservé, indiqué sur ledit croquis, aura une façade de **568 mètres** ~~560 mètres~~ sur le chemin Rock Forest et de 309 mètres sur le chemin Greenland, une profondeur de 923 mètres et une superficie de **25,55 hectares** ~~23,9 hectares~~. Il s'agit d'une parcelle vacante dont l'adresse municipale est le 3, chemin Rock Forest.

[9] Le Comité accepte de modifier les demandes comme il est indiqué ci-dessus.

[10] À l'issue de l'audience publique, le Comité met sa décision en délibéré.

DÉCISION ET MOTIFS DU COMITÉ : DEMANDES ACCORDÉES, MODIFIÉES

Les demandes doivent satisfaire aux critères prévus par la loi

[11] En vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, le Comité a le pouvoir d'accorder une autorisation s'il est convaincu qu'un plan de lotissement du terrain n'est pas nécessaire à l'aménagement approprié et ordonné de la municipalité. En outre, le Comité doit être convaincu qu'une demande est conforme à la Déclaration de principes provinciale et tient compte des questions d'intérêt provincial en vertu de l'article 2 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, ainsi que des critères suivants énoncés au paragraphe 51(24) :

Critères

(24) L'examen de l'ébauche du plan de lotissement tient compte notamment des questions de santé, de sécurité, de commodité, d'accessibilité pour les personnes handicapées et de bien-être des habitants actuels et futurs de la municipalité et porte aussi sur :

- a) l'effet de l'exploitation du lotissement proposé sur les questions d'intérêt provincial visées à l'article 2;
- b) la question de savoir si le lotissement proposé est prématuré ou dans l'intérêt public;
- c) la conformité ou non de ce plan avec le plan officiel et les plans adjacents de lotissement, s'il en est;
- d) la mesure dans laquelle le terrain répond aux fins du lotissement;

- d.1) si des logements abordables sont proposés, la mesure dans laquelle les logements proposés sont appropriés pour servir de logements abordables;
- e) le nombre, la largeur, l'emplacement des voies publiques, leurs pentes et élévations proposées, et le caractère adéquat de ces aspects, ainsi que les voies publiques reliant celles qui sont situées dans le lotissement proposé à celles du réseau existant dans les environs et le caractère adéquat de ces voies publiques qui relient;
- f) les dimensions et la forme des lots proposés;
- g) les restrictions existantes ou proposées, s'il en est, touchant le terrain dont le lotissement est proposé ou les bâtiments et constructions dont l'édification est proposée, ainsi que les restrictions, s'il en est, touchant un terrain contigu;
- h) la protection des richesses naturelles et la lutte contre les inondations;
- i) le caractère adéquat des services publics et municipaux;
- j) le caractère adéquat des emplacements scolaires;
- k) la partie du terrain, s'il en est, dans le lotissement proposé, qui, à l'exclusion des voies publiques, est destinée à être cédée ou affectée à des fins publiques;
- l) la mesure dans laquelle la conception du plan optimise, en ce qui concerne l'énergie, les stocks disponibles, les modes d'approvisionnement, l'utilisation efficiente et la conservation;
- m) les liens entre le dessin du plan de lotissement proposé et les questions de réglementation du plan d'implantation relatives à toute exploitation sur le terrain, si ce dernier se trouve également dans une zone de réglementation du plan d'implantation désignée en vertu du paragraphe 41 (2) de la présente loi ou du paragraphe 114 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*. 1994, chap. 23, art. 30; 2001, chap. 32, par. 31 (2); 2006, chap. 23, par. 22 (3) et (4); 2016, chap. 25, annexe 4, par. 8 (2).

Éléments de preuve

[12] Les éléments de preuve examinés par le Comité comprennent les observations orales formulées lors de l'audience, comme il est précisé ci-dessus, ainsi que les observations écrites suivantes, qui sont conservées dans les dossiers du secrétaire-trésorier et que le coordonnateur, la coordonnatrice du Comité peut obtenir sur demande :

- Demande et documents à l'appui, y compris une lettre d'accompagnement/une justification de l'aménagement, des plans, un registre des parcelles, une photo de l'enseigne affichée et une déclaration d'affichage d'avis
- Rapport d'urbanisme de la Ville, reçu le 4 décembre 2023, sans aucune préoccupation; reçu le 30 novembre, demandant un ajournement; reçu le 26 octobre 2023, demandant un ajournement; reçu le 30 mars 2023, demandant un ajournement; reçu le 26 janvier 2023, demandant un ajournement; reçu le 3 décembre 2021, demandant un ajournement
- Office de protection de la nature de la vallée de la Mississippi, courriel reçu le 5 décembre 2023, sans aucune objection; reçu le 23 octobre 2023, avec des préoccupations; reçu le 29 mars 2023, sans aucune objection; reçu le 20 janvier 2023, avec des préoccupations; reçu le 1^{er} décembre 2021, sans aucune préoccupation
- Hydro Ottawa, courriel reçu le 6 décembre 2023, sans aucune observation; reçue le 19 octobre 2023, sans aucune observation; reçu le 29 mars 2023, sans aucune observation; reçu le 25 janvier 2023, sans aucune observation; reçue le 1^{er} décembre 2021, sans aucune observation
- Hydro One, courriel reçu le 5 décembre 2023, sans aucune préoccupation; reçu le 25 octobre 2023, sans aucune préoccupation; reçu le 24 mars 2023, sans aucune observation
- Ministère des Transports, courriel reçu le 30 octobre 2023, sans aucune observation; reçu le 22 mars 2023, sans aucune observation
- D. Hellyer et A. Courchaine, courriel reçu le 20 janvier 2023, appuyant les demandes
- E. Moser et J. Zehnder, courriel reçu le 19 janvier 2023, appuyant les demandes
- P. Jennings et V. Jennings, courriel reçu le 19 janvier 2023, appuyant les demandes

Effet des observations sur la décision

- [13] Le Comité prend en considération toutes les observations écrites et orales relatives aux demandes pour prendre sa décision et accorde les demandes.
- [14] Le Comité note que le rapport d'urbanisme de la Ville ne soulève « aucune préoccupation » concernant les demandes.

- [15] Le vice-président W. Hunter et le membre T. Otto sont en faveur d'une formulation révisée des conditions 3 et 4 demandées par la Ville (avis sur la qualité du sol inscrit sur le titre et rapport géotechnique, respectivement), comme le recommande l'agent de la requérante. Toutefois, les membres Henderson et Vervoort ne sont pas d'accord. Conformément à l'article 20.2 des Règles de pratique et de procédure du Comité « toute proposition faisant l'objet d'une égalité des voix est réputée rejetée ».
- [16] Compte tenu des éléments de preuve, le Comité est convaincu que la proposition est conforme à la Déclaration de principes provinciale qui favorise une utilisation et un aménagement efficaces des terres ainsi que la densification et le réaménagement des zones bâties, en fonction des conditions locales. Le Comité est également convaincu que la proposition tient suffisamment compte des questions d'intérêt provincial, notamment l'aménagement ordonné de communautés sûres et saines, l'emplacement approprié de la croissance et du développement, et la protection de la santé et de la sécurité publiques. Par ailleurs, le Comité est d'avis qu'un plan de lotissement n'est pas nécessaire pour réaliser un aménagement adéquat et ordonné de la municipalité. Enfin, le Comité estime que la proposition tient compte suffisamment des critères énoncés au paragraphe 51(24) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* et qu'elle est dans l'intérêt public.
- [17] LE COMITÉ DE DÉROGATION accorde donc une autorisation provisoire, sous réserve des conditions énoncées ci-après, **qui doivent être remplies dans les deux ans qui suivent la date à laquelle la présente décision a été rendue** :
1. Que la propriétaire fournisse au Comité la preuve du paiement versé à la Ville en contrepartie de la cession de terrain pour des parcs ou d'autres fins récréatives publiques, plus les frais d'évaluation applicables. La valeur du terrain devant être cédé est déterminée par la Ville d'Ottawa, conformément aux dispositions du Règlement n° 2022-280, modifié. On peut obtenir des précisions sur le processus d'évaluation en communiquant avec l'urbaniste responsable.
 2. Que la propriétaire conclue une entente avec la Ville, à ses propres frais et à la satisfaction du **gestionnaire de l'Unité compétente de la Direction de l'examen des projets d'aménagement au sein de la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique, ou de la personne désignée**, prévoyant l'engagement ou l'avis suivant qui s'applique au terrain et lie les futurs propriétaires lors de transferts ultérieurs :

« La Ville d'Ottawa ne garantit pas la qualité ou la quantité des eaux souterraines. Si, à une date ultérieure, la qualité ou la quantité des eaux souterraines devient déficiente, la Ville d'Ottawa n'a aucune responsabilité, financière ou autre, de fournir des solutions pour remédier à cette déficience, ces solutions étant la seule responsabilité de la propriétaire ».

Le Comité exige une copie de l'entente et une confirmation écrite des Services juridiques de la Ville attestant qu'elle a été enregistrée sur le titre de propriété.

3. Que la propriétaire conclue une entente avec la Ville, à ses propres frais et à la satisfaction du **gestionnaire de l'Unité compétente de la Direction de l'examen des projets d'aménagement au sein de la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique, ou de la personne désignée**, prévoyant l'engagement ou l'avis suivant qui s'applique au terrain et lie les futurs propriétaires lors de transferts ultérieurs :

« La Ville d'Ottawa a identifié la présence potentielle de sols minces, d'affleurements rocheux, de sols organiques et d'une topographie karstique dans la zone qui peuvent nécessiter des solutions d'ingénierie géotechnique détaillées spécifiques au site pour permettre l'aménagement. La Ville d'Ottawa n'a aucune responsabilité, financière ou autre, de fournir des solutions à cette déficience, ces solutions étant la seule responsabilité de la propriétaire ».

Le Comité exige une copie de l'entente et la confirmation écrite des Services juridiques de la Ville attestant qu'elle a été enregistrée sur le titre.

4. Que la propriétaire fournisse un Rapport géotechnique, préparée par un ingénieur civil ou un géoscientifique agréé dans la province de l'Ontario, qui est à la satisfaction du **gestionnaire de l'Unité - Zone rurale de la Direction de l'examen des projets d'aménagement au sein de la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique, et de l'Office de protection de la nature de la vallée de la Mississippi, ou des personnes désignées**, ce que la **DGPIDE et l'Office** confirmeront au Comité et qui démontrera ce qui suit :

- (a) Que toutes les parcelles qui seront créées par les présentes sont ou peuvent être adaptées à des fins résidentielles (stabilité des pentes, protection contre l'érosion et limites de construction à proximité des pentes) et);

- (b) Qu'il n'y a pas d'impact environnemental négatif.

Le rapport géotechnique doit, au minimum, déterminer la limite de la topographie karstique de la parcelle morcelée et présenter des recommandations sur les méthodes de construction en fonction des types de sol qui s'y trouvent.

5. Que la propriétaire convienne de céder à la Ville, sans frais pour celle-ci, un élargissement de route non grevé sur toute la façade des terrains, mesurant 13 mètres à partir de la médiane existante de la chaussée ou de l'emprise contiguë le long du chemin Greenland et 10 mètres à partir de la médiane

existante de la chaussée ou de l'emprise contiguë le long du chemin Rock Forest, conformément au sous-alinéa 50.1(25)(c) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* et à l'annexe C16 du nouveau Plan officiel de la Ville.

L'élargissement exact doit être déterminé par un levé officiel. La propriétaire doit fournir à l'arpenteur-géomètre de la Ville un plan de renvoi indiquant l'élargissement, pour examen et approbation avant son dépôt au bureau d'enregistrement. Ce plan de renvoi doit être lié au réseau de contrôle horizontal conformément aux exigences et aux lignes directrices municipales en matière de référence des levés officiels. Les propriétaires doivent fournir à l'arpenteur-géomètre de la Ville une copie de la décision du Comité de dérogation et un plan de renvoi provisoire qui définit l'élargissement requis. Le Comité exige la confirmation écrite des Services juridiques de la Ville attestant que le transfert de l'élargissement à la Ville a été enregistré. Les frais seront tous assumés par la propriétaire.

6. Que la propriétaire fournisse un rapport, à la satisfaction de la Ville d'Ottawa, démontrant que la qualité et la quantité de l'aquifère sont suffisantes pour soutenir l'aménagement proposé, à défaut de quoi la propriétaire doit construire un nouveau puits sur le lot morcelé et fournir un rapport, à la satisfaction de la Ville d'Ottawa, démontrant que la qualité et la quantité de l'aquifère sont suffisantes pour soutenir l'aménagement proposé. Le rapport doit comprendre une évaluation de l'impact de la fosse septique sur la qualité de l'eau de l'aquifère récepteur.

Le rapport de la propriétaire doit démontrer ce qui suit à la Ville d'Ottawa :

- Que la construction de tout nouveau puits sur la parcelle morcelée est conforme aux exigences du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs;
- Que la qualité de l'eau est conforme aux règlements, normes, lignes directrices et objectifs du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs;
- Que la quantité d'eau est conforme à toutes les exigences du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs;
- Que l'évaluation de l'impact de la fosse septique répond aux exigences du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs

Un ingénieur ou un géoscientifique professionnel qualifié doit préparer le rapport. Il incombe à la propriétaire de coordonner le travail de la personne qui fore un nouveau puits, si nécessaire, et du professionnel mentionné dans le présent document afin de satisfaire correctement à cette condition.

Si le rapport accepté recommande des mesures d'atténuation particulières ou des exigences de conception, la propriétaire doit conclure avec la Ville, à ses propres frais, une entente d'aménagement qui doit être enregistrée sur le titre de propriété et qui comprend ces recommandations. Dans les cas où le site visé présente des sols sensibles, le forage d'un puits ou la cession d'une réserve de 30 centimètres peut être requis. Le rapport et toute entente d'aménagement requise doivent être préparés à la satisfaction du **gestionnaire de l'Unité – Zone rurale de la Direction de l'examen des projets d'aménagement au sein de la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique, ou de la personne désignée.**

7. Que la propriétaire cède à la Ville un triangle de visibilité de 5 mètres sur 5 mètres situé à l'intersection des chemin Rock Forest et Greenland, tous les frais étant à la charge de la propriétaire, à la satisfaction de la Direction des levés et de la cartographie de la Ville. Cette zone sera exempte de toute structure, plantation, etc., et permettra aux automobilistes d'avoir une distance de visibilité adéquate lorsqu'ils effectuent des virages à l'intersection. Le Comité doit recevoir une confirmation écrite des Services juridiques de la Ville que le transfert des terrains à la Ville a été enregistré.
8. Que la propriétaire conclue avec la Ville, à la satisfaction du **gestionnaire de l'Unité compétente de la Direction de l'examen des projets d'aménagement au sein de la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique, ou de la personne désignée**, une entente à ajouter au titre, qui comprend les enveloppes d'aménagement et les mesures d'atténuation identifiées dans le document intitulé « Proposed Severances – 3 Rock Forest Road Environmental Impact Study – Updated » fourni par Muncaster Environmental Planning Inc. et daté du 3 novembre 2023.
9. Que la propriétaire dépose auprès du Comité une copie du plan de renvoi enregistré préparé par un arpenteur-géomètre de l'Ontario autorisé dans la province de l'Ontario et signé par le registraire, **confirmant la façade et la superficie du terrain morcelé. Si le plan enregistré n'indique pas la superficie du lot, une lettre de l'arpenteur confirmant la superficie est exigée.** Le plan de renvoi enregistré doit être, en substance, conforme au plan de renvoi préliminaire qui accompagne les demandes d'autorisation.
10. Une fois que les conditions précitées auront été remplies **en deçà de la période de deux ans comme il est mentionné plus haut**, que la propriétaire dépose auprès du Comité « l'enregistrement électronique des documents nécessaires » à la cession pour laquelle l'autorisation est requise.

« William Hunter »
WILLIAM HUNTER
VICE-PRÉSIDENT

« Terence Otto »
TERENCE OTTO
MEMBRE

« Beth Henderson »
BETH HENDERSON
MEMBRE

« Martin Vervoort »
MARTIN VERVOORT
MEMBRE

Absente
JOCELYN CHANDLER
MEMBRE

J'atteste que la présente est une copie conforme de la décision rendue par le Comité de dérogation de la Ville d'Ottawa, datée du **22 DÉCEMBRE 2023**.



Michel Bellemare
Secrétaire-trésorier

AVIS DE DROIT D'APPEL

Pour interjeter appel de la décision auprès du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire (TOAT), veuillez faire parvenir un formulaire d'appel dûment rempli et accompagné du paiement au secrétaire-trésorier du Comité de dérogation avant le **11 JANVIER 2024**, par courriel à cded@ottawa.ca et/ou par la poste ou par messagerie à l'adresse suivante :

Secrétaire-trésorier, Comité de dérogation
101, promenade CentrepoinTE, 4^e étage, Ottawa (Ontario) K2G 5K7

Le formulaire d'appel est disponible sur le site Web du TOAT à www.olt.gov.on.ca. Le TOAT a fixé à 400 \$ les droits d'appel par type de demande et à 25 \$ les droits de chaque appel supplémentaire. Le paiement peut être effectué par chèque certifié ou mandat à l'ordre du ministre des Finances de l'Ontario, ou par carte de crédit. Veuillez indiquer sur le formulaire d'appel si vous souhaitez payer par carte de crédit. Si vous avez des questions à poser au sujet du processus d'appel, veuillez communiquer avec le bureau du Comité de dérogation en composant le 613-580-2436 ou par courriel à cded@ottawa.ca.

Seuls les requérants, le ministre ou une personne déterminée ou un organisme public ayant un intérêt dans l'affaire peuvent faire appel de la décision auprès du Tribunal

ontarien de l'aménagement du territoire. Une « personne déterminée » ne comprend pas un particulier ou une association communautaire.

Il n'existe aucune disposition permettant au Comité de dérogation ou au Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire de prolonger le délai légal pour déposer un appel. Si le délai n'est pas respecté, le TOAT n'a pas le pouvoir de tenir une audience pour examiner votre appel.

Si un changement important des conditions est demandé, vous n'aurez le droit de recevoir un avis des changements que si vous en avez fait la demande par écrit.

AVIS À LA REQUÉRANTE

Toutes les études techniques doivent être soumises à la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique au moins **40 jours ouvrables** avant la date d'expiration de l'autorisation. Advenant qu'une entente d'aménagement soit exigée, une telle demande devrait être présentée **15 jours ouvrables** avant la date d'expiration de l'autorisation et devrait comprendre tous les documents requis, y compris les études techniques approuvées.

This document is also available in English.

Committee of Adjustment
City of Ottawa
Ottawa.ca/CommitteeofAdjustment
cofa@ottawa.ca
613-580-2436



Comité de dérogation
Ville d'Ottawa
Ottawa.ca/Comitedederogation
cded@ottawa.ca
613-580-2436